



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

BOAMP.fr

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:25-15681>

Département(s) de publication : **83**

Annonce n° **25-15681**

Services

Section 1 - Identification de l'acheteur

Nom complet de l'acheteur : Commune du Thoronet (83)

Type de Numéro national d'identification : SIRET

N° National d'identification : 21830136400012

Ville : Le Thoronet

Code postal : 83340

Groupement de commandes : Non

Département(s) de publication : 83

Section 2 - Communication

Lien vers le profil d'acheteur : <https://www.marches-securises.fr>

Identifiant interne de la consultation : 025/S01

Intégralité des documents sur le profil d'acheteur : Oui

Utilisation de moyens de communication non communément disponibles : Non

Nom du contact : GOMEZ Célia

Adresse mail du contact : dgs@lethoronet.fr

Numéro de téléphone du contact : +33 494738711

Section 3 - Procédure

Type de procédure : Procédure adaptée ouverte

Conditions de participation :

- **Aptitude à exercer l'activité professionnelle - conditions / moyens de preuve :** Formulaire DC1, Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses co-traitants (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>). Formulaire DC2, Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>). DUME
- **Capacité économique et financière - conditions / moyens de preuve :** Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles ; La commune exige des candidats un chiffre d'affaire annuel

de 400 000 € réalisé dans le domaine de gestion des structures crèche/micro-crèche/garderies d'enfants. Présentation d'une liste des missions exécutées au cours des trois dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les missions les plus importantes. Ces attestations indiquent le montant, l'époque et le lieu d'exécution des prestations.

- **Capacités techniques et professionnelles - conditions / moyens de preuve :** 1. Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années ; 2. Des certificats de qualifications professionnelles ; 3. Les effectifs du candidat et l'identification de l'encadrement ; 4. L'outillage, le matériel et l'équipement technique dont dispose le candidat pour l'exécution des travaux. Produire les justifications d'avoir le droit de soumissionner (obligation uniquement pour le candidat auquel il sera envisagé d'attribuer le marché) : - Certificats délivrés par les administrations et organismes compétents (déclarations fiscales et sociales) (cf. arrêté du 25/05/2016) ; - Copie du jugement si le candidat est en redressement judiciaire ; - Une déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat est exempt des interdictions de soumissionner visées aux articles L2141-1 à L2141-6 du Code de la commande publique ; - La production d'un certificat attestant de la régularité de la situation du candidat au regard des articles L.5212-1 à L.5212-11 du Code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés (cette obligation ne s'impose pas aux candidats qui emploient moins de vingt salariés) ; - Pièces prévues aux articles R1263-12, D8222-5 ou D8222-7 ou D8224-2 à D8254-5 du code du travail ; - Extrait du registre pertinent (extrait K, extrait K-bis, extrait D1) ; - Une attestation d'assurance des risques professionnels pertinents. Les candidats ont la possibilité d'utiliser le dispositif prévu à l'article R2143-13 du Code de la Commande publique.

Technique d'achat : Sans objet

Date et heure limite de réception des plis : 10/03/2025 à 12:00

Présentation des offres par catalogue électronique : Interdite

Réduction du nombre de candidats : Non

Possibilité d'attribution sans négociation : Oui

L'acheteur exige la présentations de variantes : Oui

Section 4 - Identification du marché

Intitulé du marché : GESTION D'UNE MICRO CRECHE

Code CPV principal - Descripteur principal : 85312110

Type de marché : Services

Description succincte du marché : La Commune du Thoronet renouvelle son marché de service relatif à la gestion de la micro-crèche (10 places) dont le terme est fixé au 31 août 2025. La durée initiale du marché s'échelonne du 01/09/2025 jusqu'au 31 août 2026, renouvelable chaque premier septembre de l'année pour une durée d'un an dans la limite de trois fois, soit un terme maximum fixé au 31 août 2029. Les horaires d'ouverture de la structure sont les suivants : Du lundi au vendredi de 7h30 à 18h. Il prévoit une variante obligatoire décrite au Règlement de la consultation. Les opérateurs économiques ont l'obligation de répondre à cette variante sous peine de voir leur offre irrégulière.

Lieu principal d'exécution du marché : Le THORONET

Durée du marché (en mois) : 48

Valeur estimée (H.T.) : entre euros et euros

La consultation comporte des tranches : Non

La consultation prévoit une réservation de tout ou partie du marché : Non

Marché alloti : Non

Section 6 - Informations Complémentaires

Visite obligatoire : Non

Autres informations complémentaires : PSE1/Variante n°1: prise en charge de prestations de fonctionnement supplémentaires Les candidats transmettront leur proposition tarifaire dans l'acte d'

engagement et l'organisation technique qu'il propose pour répondre à celle-ci. La commune se réserve le droit de ne pas retenir cette variante obligatoire.

Date d'envoi du présent avis à la publication : 10/02/2025